

1833
1903



5^e

LIEUTENANT-GOUVERNEUR

du 7 novembre 1884 au 24 octobre 1887



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

L'HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS- RODRIGUE MASSON

DEVISE

Dieu aydant

Le 6 novembre 1833, dans le manoir de la seigneurie de Terrebonne, naît Louis-François-Roderick Masson. Son père, Joseph Masson, a fait fortune dans une société commerciale écossaise d'import-export. Afin que son fils intègre lui aussi la bourgeoisie britannique montréalaise, Joseph l'envoie étudier au Georgetown College de Washington, puis au Holy Cross College de Worcester, au Massachusetts. La vie du jeune Roderick prend soudainement un nouveau tournant lorsque son père meurt : sa mère, Marie-Geneviève-Sophie Raymond, sous l'influence de M^{gr} Ignace Bourget, l'envoie au Séminaire de Saint-Hyacinthe en 1847. En compagnie de l'abbé Isaac-Stanislas Lesieur-Desaulniers, Masson fera, au cours de ses études, un voyage de 20 mois en Europe et au Proche-Orient, qui, dit-on, l'éveillera à l'approche humaine des problèmes. Si jadis son père le destinait à joindre les rangs de la bourgeoisie commerciale anglophone, dix années passées au séminaire feront plutôt de Rodrigue, qui écrira désormais son prénom à la française, un représentant de l'élite intellectuelle canadienne-française et, qui plus est, un ardent nationaliste.

En 1856, Masson entreprend des études de droit au bureau de George-Étienne Cartier. Trois ans plus tard, il devient membre en règle du barreau, mais renonce aussitôt à la pratique du métier d'avocat pour s'occuper de la fortune et du domaine familiaux. Même si le régime seigneurial est officiellement aboli depuis 1854, on reconnaît d'emblée Masson comme un « seigneur sans titre ». Attiré par le métier des armes, il joint la milice en octobre 1862. La carrière militaire de Masson est sans grand éclat mais, à titre de major de brigade du 8^e district militaire du Bas-Canada, il fait tout de même partie des troupes qui ont repoussé, en 1866, l'invasion des Fenians, mouvement révolutionnaire irlandais basé aux États-Unis. Il sera par la suite promu lieutenant-colonel en 1867.

La même année, George-Étienne Cartier invite Masson à briguer les suffrages des électeurs de Terrebonne pour le Parti conservateur. Le 3 septembre 1867, soit trois mois après l'entrée en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, Masson est élu sans opposition à la Chambre des communes. En faveur de la Confédération, il fait la promotion du nouveau régime. Il invite tous les Canadiens, particulièrement les « Rouges » qui sont contre l'union, à « contribuer dans la mesure de [leurs] forces au bon fonctionnement de la nouvelle constitution ». Ses sentiments nationalistes l'amèneront toutefois à demeurer aux aguets afin de protéger l'autonomie de la province de Québec : « C'est là, dit-il, que se trouve le boulevard de notre nationalité, [...] c'est [de] là que part l'action qui doit être la plus puissante pour le bien ou le malheur de notre province. Aussi, devons-nous être jaloux de notre institution provinciale et ne plus permettre qu'on en change le caractère. »

À titre de député, Masson se dévouera corps et âme à la défense des minorités et de la langue française. D'une part, en 1869, lorsque le Canada acquiert la terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, une partie de la population métisse et amérindienne se révolte contre cette « occupation ». Croyant fermement que les opposants ont eu raison de réagir ainsi, Masson encourage le gouvernement, dont il fait partie, à les amnistier. D'autre part, afin de contrer l'assimilation des Canadiens français, il dénonce la Législature du Nouveau-Brunswick lorsqu'elle adopte, en 1871, une loi déclarant que les écoles doivent être neutres pour obtenir l'aide de l'État, ce qui rend caduc le fonctionnement des écoles catholiques et françaises. Portant un grand intérêt à l'éducation, il dira

à ce propos qu'il « est évident qu'on ne pourra faire d'injustice à une classe importante de la population du pays, comme le sont les protestants du Bas-Canada ou les catholiques du Haut-Canada, sans jeter dans la société des semences de discorde qui produiraient des fruits malheureux en très peu d'années ».

Après un séjour du côté de l'opposition de 1873 à 1878, Masson devient ministre de la Milice et de la Défense dans le gouvernement de sir John Alexander Macdonald du 19 octobre 1878 au 15 janvier 1880. Las à cause de problèmes de santé et aussi parce qu'il ne peut s'entendre avec Hector Langevin, successeur de Cartier au poste de leader de la section québécoise du Parti conservateur, Masson se retire du Cabinet pour siéger comme président du Conseil privé du 16 janvier au 31 juillet 1880. Deux ans plus tard, il démissionne comme député pour siéger au Sénat, pour la division des Mille-Isles, et ce, jusqu'au 6 novembre 1884. Bien que des proches l'encouragent dès 1883 à prendre les rênes du Parti conservateur du Québec et, par le fait même, à devenir premier ministre, il refuse cette offre. Il accepte par contre de siéger au Conseil législatif de la province pour la division de Lanaudière, brève carrière qui s'échelonne du 27 mars au 4 octobre 1884. Notons également que Masson s'est illustré sur la scène municipale comme échevin de Terrebonne de 1867 à 1873, puis comme maire en 1874, en 1875 et en 1878.

Le 7 novembre 1884, Masson devient, après une brève mais solennelle cérémonie, le cinquième lieutenant-gouverneur du Québec. Contrairement à ses prédécesseurs, il refuse de prêter le serment d'office habituel parce qu'à son avis, ce dernier laisse entendre que la reine Victoria détient, au Canada, la seule autorité ecclésiastique et spirituelle. Fervent catholique, Masson ne reconnaît cette autorité qu'au pape; il accepte en revanche de prêter un serment qui le lie à une loyale allégeance politique à la reine et à la famille royale d'Angleterre.



L'HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON EN 1878.

Plus tard, le 28 mai 1885, Pamphile LeMay rendra hommage à Son Honneur Rodrigue Masson en lui dédiant le poème *Les derniers seront les premiers*. Le poète dira de lui :

*Et ce fils, le voilà ! C'est le nouvel élu, c'est lui qui passe là,
C'est lui qu'avec transport un peuple bonnête acclame.
Dès qu'il paraît, l'intrigue a peur et rompt sa trame,
C'est le nouvel élu, le premier d'entre nous,
Il sait conduire un peuple et prier à genoux !*

Cet extrait illustre bien, encore une fois, la ferveur nationaliste et l'attachement que porte Masson à la foi catholique.

Au cours de son mandat survient la seconde rébellion des Métis du Manitoba. Admirateur de Louis Riel père, qui jadis témoigna de la sympathie pour les trafiquants de fourrures indépendants qui contestaient le monopole de la Hudson's Bay Company, Masson fera, après les rébellions de 1885, des pressions personnelles et confidentielles auprès de Macdonald pour sauver, comme il le disait, « le fils de son père » de la pendaison. Louis Riel fils sera quand même mené à l'échafaud le 16 novembre 1885. Masson déplorera toujours cette décision prise par les conservateurs.

Sur la scène politique québécoise, la montée du nationalisme qu'entraîne la pendaison de Riel amènera Masson, d'une certaine façon, à mettre un terme à huit ans de règne conservateur. De fait, le 14 octobre 1886, des élections ont lieu au Québec. Le Parti conservateur et le Parti national d'Honoré Mercier sont en lice, mais aucun d'entre eux n'obtient une majorité claire à l'issue du scrutin. Le premier ministre conservateur, John Jones Ross, demeure donc au pouvoir. Quand ce dernier démissionne le 25 janvier 1887, Louis-Olivier Taillon lui succède. Incapable d'obtenir la confiance de la majorité de la Chambre, le nouveau premier ministre doit quitter son poste quatre jours plus tard. Mercier dispose de la majorité, du fait de l'échec de Taillon, et Masson, malgré ses sympathies conservatrices, doit l'appeler à former un nouveau gouvernement.

À la même époque, la santé de Masson périclité : une violente dépression l'accable au point qu'il ne se sent plus la force de se présenter en public. « Depuis des mois, dit-il, je cherche une occasion favorable pour partir avec convenance et ne pas laisser croire à ceux qui s'intéressent à moi que je crains les responsabilités ou ne veux pas agir loyalement envers tous, et je crois que je l'ai trouvée. J'aurai cependant, je vous l'avoue, attendu jusqu'à la fin de la session pour ne pas laisser d'embarras sur le chemin de mon successeur. » En ce sens, le poète Pamphile LeMay avait, en quelque sorte, su transcender cet état d'âme en écrivant au lieutenant-gouverneur : « Voir pleurer la vieillesse, cela surprend l'enfant et confond sa sagesse. Dans son âme naïve, il croit qu'en ses vieux ans, l'homme plane au-dessus de tous ces maux cuisants qui, dès ses premiers jours troublent son existence. S'il savait des douleurs l'extrême persistance ! » Le 19 mai 1887, Masson remet enfin sa démission.

Au cours d'un voyage en Europe, Masson retrouve le moral. Sitôt rétabli, il entend bien trouver une solution à la question des biens des Jésuites confisqués par les Britanniques en 1800. Ultramontain modéré, il a étudié ce problème dès sa nomination comme lieutenant-gouverneur et présenté un plan à Mercier pour que la communauté soit dédommée. Profitant du voyage qu'il fait à Rome, il rencontre le pape Léon XIII et lui expose la situation. Deux ans plus tard, un arrangement sera enfin approuvé. De retour au pays, Masson retourne siéger au Sénat le 3 février 1890 et y demeure jusqu'en mars 1903. Pour occuper ses loisirs, Masson s'adonne à la lecture, son passe-temps préféré. Bibliophile et collectionneur, il possède une bibliothèque d'au moins 2 371 titres et, fait notoire, celle-ci contient l'une des collections les plus complètes des œuvres canadiennes. Cette même passion le pousse à publier *Les Bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest* en 1889, œuvre historique et sentimentale, et l'année suivante, dans un second volume, il publie *Récits de voyages, lettres et rapports inédits relatifs au Nord-Ouest canadien*, œuvre qui sera d'ailleurs rééditée en 1960.

À l'âge de 70 ans, Masson s'éteint le 8 novembre 1903 à Montréal, entouré de sa famille dans sa résidence de la rue Prince-Arthur. Il sera inhumé à Terrebonne, dans l'église Saint-Louis-de-France, le 11 novembre. Le 21 octobre 1856, il avait épousé Louise-Rachel McKenzie, fille du très riche et puissant lieutenant-colonel Alexander McKenzie, de Terrebonne, lui-même fils de Roderick Mackenzie,

bourgeois de la North West Company. Sur les dix enfants qu'ils eurent, seulement cinq atteignirent l'âge adulte. Veuf depuis le 24 juillet 1880, Masson épousa Cécile Burroughs le 12 septembre 1883 et de ce mariage naquirent trois enfants.

Les contemporains de Louis-François-Rodrigue Masson ont retenu de lui sa grande intégrité. Aujourd'hui, il apparaît comme l'un de nos premiers grands défenseurs des droits de l'homme. Fidèle à lui-même, Masson aura aussi eu à cœur, tout au long de son existence, la foi catholique, la nation métisse, le nord-ouest du Canada et l'histoire militaire. Pour ces raisons, il récoltera des honneurs : il obtiendra un doctorat honorifique de l'Université Laval en 1885 et un du Bishop's College en 1887 et il deviendra commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1887.

LA POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

PRÉSENCE TOPONYMIQUE

DU 7 NOVEMBRE 1884 AU 24 OCTOBRE 1887

23 février 1885

Décès de Joseph Cauchon, premier ministre du Québec en 1867.

Rue Masson, Longueuil

Canton Masson, Lanaudière

Circonscription électorale de Masson, Lanaudière

11 mai 1885

Bataille de Batoche en Saskatchewan. La milice canadienne écrase les Métis dirigés par Louis Riel.

Colline Masson, Baie-James

Avenue Rodrigue-Masson, Sillery

Arrondissement de Masson-Angers, ville de Gatineau

16 novembre 1885

Pendaison de Louis Riel, chef des Métis, à Regina.

30 mars 1886

Décès de Joseph-Alfred Mousseau, premier ministre du Québec de 1882 à 1884.

8 avril 1886

Première séance tenue au Salon vert de l'Assemblée législative.

25 janvier 1887

Démission du premier ministre du Québec John Jones Ross.

25 janvier 1887

Assermentation du conservateur Louis-Oliver Taillon comme premier ministre du Québec.

29 janvier 1887

Les libéraux renversent les conservateurs en Chambre. Assermentation d'Honoré Mercier comme premier ministre du Québec.

22 février 1887

Réélection du Parti conservateur de John A. Macdonald aux élections fédérales.